



**Benoît Apollis**

Centre d'études et de recherches en sciences administratives et politiques (CERSA)

10, rue Thénard

75005 Paris

[benoit.apollis@u-paris2.fr](mailto:benoit.apollis@u-paris2.fr)

---

## PARCOURS

---

### I. Cursus

*Depuis janvier 2021* : Maître de conférences en droit public à l'Université Paris-II – Panthéon-Assas

*Sept. 2017 – déc. 2020* : Maître de conférences en droit public à l'Université de Rennes-I

*Fév. 2008 – août 2017* : Maître de conférences en droit public à l'Université Paris-X Nanterre

*Mars 2007* : Inscrit par les sections 01 (droit privé) et 02 (droit public) du Conseil national des universités sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences

*Décembre 2005* : Docteur en droit privé (mention très honorable et félicitations du jury, présentation à un prix de thèse, présentation à une subvention en vue d'une publication) – Université Montpellier I

**Thèse de doctorat** : *Autorisations sanitaires et hospitalisation privée. Contribution à l'étude des autorisations administratives dans leurs rapports avec les personnes privées*, avant-propos D. Truchet, préf. F. Vialla, Les Etudes Hospitalières, coll. *Thèses*, n° 20, 2008<sup>1</sup>

**Jury** : J.-L. Mouralis, Pr. à l'Université d'Aix-Marseille III (prés.) ; S. Becqué-Ickowicz, Pr. à l'Université de Grenoble II (rapp.) ; D. Truchet, Pr. à l'Université Paris II (rapp.) ; P.-H. Antonmattéi, Pr. à l'Université de Montpellier I ; G. Fauré, Pr. à l'Université d'Amiens ; F. Vialla, Mcf. à l'Université de Montpellier I (dir.).

### II. Responsabilités

#### *Pédagogiques*

*Depuis mai 2021* : Directeur du Master de Droit sanitaire et social de l'Université Paris-II – Panthéon-Assas

*De 2009 à 2016* : Directeur de la Licence et du Master (2013-2015) d'administration publique de l'Université Paris-X Nanterre

*De 2009 à 2014* : Directeur de la classe préparatoire aux concours administratifs de catégorie A et A+ de l'Université Paris-X Nanterre

*De 2005 à 2007* : Responsable du projet de création du Master Administration des établissements publics de santé au sein de l'Université Montpellier I

#### *Administratives*

*2019-2020* : Responsable de la mention Licence de la Faculté de droit et de science politique de Rennes

*De 2008 à 2017* : Directeur des études, puis Directeur (2009-2014) de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG) de l'Université Paris-X Nanterre

#### *Nationales*

*Depuis novembre 2019* : Membre titulaire (nommé) du Conseil national des universités (section 02)

*De 2011 à 2019* : Secrétaire général (2011-2015) de la Conférence nationale des directeurs d'IPAG (universités) et de CPAG (IEP), puis chargé de mission auprès du Président (2016-2019)

---

<sup>1</sup> Thèse couronnée du prix *Jean-Marie Auby* décerné par l'Association française de droit de la santé (meilleure thèse en droit de la santé 2005-2006) ainsi que du prix *Etienne Ponsellé* décerné par la faculté de droit de Montpellier (meilleure thèse en droit de la santé 2005). Pour des chroniques de la thèse : *RGDM* 2007, n° 23, p. 276, chr. G. Mémeteau ; *RDSS* 2008, p. 995, chr. E. Alfandari ; *AJDA* 2009, p. 120, chr. J.-C. Ricci, J. Treneau et G. Clamour.

### **III. Rayonnement**

#### ***Membre de groupes de travail nationaux***

*De septembre 2012 à mars 2013* : Membre du groupe de travail ayant abouti au *Rapport sur la diversité sociale au sein de la fonction publique territoriale* remis au conseil d'administration du CNEPT

*Février 2016* : Membre du groupe de travail lancé par le Ministère de la Fonction publique et le Réseau des écoles de service public (RESP) sur *l'harmonisation des classes préparatoires intégrées*

#### ***Membre de jurys de concours ou d'examens***

*De mars à septembre 2019* : Membre du jury plénier du concours d'entrée à l'École nationale supérieure de la sécurité sociale (EN3S)

*Juin 2019* : Président de jury du Baccalauréat général (académie de Rennes)

*Mai 2014* : Président du comité de l'université de Paris-X Nanterre pour le recrutement d'un PRAG

*Depuis 2011* : Membre de comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences | université de Toulouse (2011) ; université d'Évry Val d'Essonne (2013) ; université de Lille-II (2015) ; université de Paris-X Nanterre (2016 et 2018) ; université de Nantes (2018) ; université de Paris-I – Panthéon-Sorbonne (2020)

*De 2009 à 2011* : Membre du jury du concours de sortie des élèves directeurs d'hôpital à l'École des hautes études en santé publique (EHESP)

#### ***Membre d'associations savantes***

Membre du conseil d'administration de l'Association française de droit de la santé (AFDS) depuis 2015 (membre de l'association depuis 2005)

Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)

#### ***Promotion des formations***

Intervention (*L'engagement dans la fonction publique et les valeurs de la République : le rôle des IPAG et des CPAG*) dans le cadre du colloque organisé par le Ministère de la Fonction publique et de la Décentralisation, « *L'engagement dans la fonction publique pour défendre les valeurs de la République* », le 26 novembre 2015

Interviews accordées à différents médias (sur les formations universitaires de préparation aux concours administratifs ainsi que sur la formation continue des agents publics à l'université) : Le Nouvel Observateur (2011) ; Sytudyrama (2012) ; Acteurs publics Magazine (2014) ; Acteurs publics TV (2015).

---

## **RECHERCHE**

---

#### ***Domaines de recherche***

- Droit de la santé publique
- Droit administratif et science administrative
- Finances sanitaires et sociales

#### ***Direction scientifique***

*Octobre 2021* | Journée d'études de l'AFDS, *L'hospitalisation privée*, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (co-direction avec Maxence Cormier)

*Novembre 2019* | Journée d'études du CERSA, *La télémédecine saisie par le droit*, 8 novembre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (co-direction avec Olivier Renaudie, Lucie Cluzel et Michel Borgetto)

*Octobre 2019* | Journée d'études de l'AFDS, *Les autorisations sanitaires*, 15 octobre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (co-direction avec Maxence Cormier)

Mars 2016 | Dossier spécial, *Autour de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement* : RGDM 2016, n° 59, p. 133 et s.

Avril 2015 | Colloque, *L'hôpital public au début du XXIe siècle*, 15 avril 2015, Université de Paris-X Nanterre

### **Participation à des programmes de recherche collective ou à des comités scientifiques**

Mars 2021 : Membre du comité scientifique du colloque « *Le parcours du patient* », ss. dir. S. Théron, 26 mars 2021, Université Toulouse 1 – Capitole

Depuis 2020 : Membre du programme de recherche « *Autonomie des personnes âgées et mesures de protection juridique. Quelle place dans le champ médical pour la volonté des personnes âgées juridiquement protégées ?* », GIP Mission de recherche Droit et Justice, ss. dir. T. Grundler et C. Bourdaire-Mignot

De 2013 à 2014 : Participation au programme de recherche « *Droit et comptabilité, la spécificité des comptes publics* », ss. dir. S. Kott, projet de recherche collectif entre le CRDP (Paris-X Nanterre) et le Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNoCP)

### **Responsabilités éditoriales**

Depuis 2015 : Co-directeur de la rubrique semestrielle d'actualité « *Régulation de l'offre de soins* » à la *Revue générale de droit médical*

Depuis 2010 : Membre du comité de lecture de la *Revue Droit et Santé*

De 2004 à 2009 : Rédacteur en chef adjoint de la *Revue Droit et Santé*

### **Communications lors de colloques, de journées d'études ou de séminaires**

#### **Droit de la santé publique**

1. *L'urgence dans tous ses états : état d'urgence, urgence sanitaire, état d'urgence sanitaire* : colloque « *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)* », Université de Montpellier, 1<sup>er</sup> septembre 2021
2. *Le renouveau de la proximité* : colloque annuel de l'AFDS, « *Défiance et Santé* », 27 mai 2021 (colloque dématérialisé en raison de la pandémie de Covid-19)
3. *Le système de santé français est-il centralisé ?* : Cycle de séminaires virtuels de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), « *Regards croisés Droit-Philosophie sur la pandémie de Covid-19* », 13 mai 2020, Université de Paris-I – Panthéon-Sorbonne (intervention en réponse de celle d'O. Renaudie)
4. *Autorisations, coopération et concurrence dans le secteur hospitalier* : journée d'études de l'Association française de droit de la santé (AFDS), « *Les autorisations sanitaires* », 15 octobre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas
5. *À la recherche de la démocratie sanitaire* : journée d'études *Santé et bioéthique* de la Ligue des droits de l'homme, « *Droits des patients et démocratie sanitaire : quelle effectivité ?* », 30 mars 2019, Paris
6. *La coordination des forces de l'ordre et des professionnels de la santé : arrêter les auteurs des actes et/ou soigner les blessés ?* : journée d'études de l'AFDS, « *Terrorisme et Santé* », 25 octobre 2018, Université de Rennes I
7. *Les sources de la déontologie* : colloque annuel de l'AFDS, « *Déontologie et Santé* », 13 mars 2018, Université de Paris-II – Panthéon-Assas
8. *Coopérations sanitaires et droit de la concurrence* : colloque organisé par l'EHESP, « *La coopération entre les établissements de santé* », 17 octobre 2017, Paris
9. *La régulation des établissements de santé après la loi du 26 janvier 2016* : conférence dans le cadre du Master 2 Droit, Santé, Éthique, 2 mars 2017, Université de Rennes I
10. *L'hospitalisation à temps partiel* : colloque annuel de l'AFDS, « *Hospitalisation et ambulatoire* », 15 mars 2016, Hôpital Sainte-Anne (AP-HP)
11. *Rapport introductif* du colloque « *L'hôpital public au début du XXIe siècle* », 15 avril 2015, Université de Paris-X Nanterre

12. *Parcours de soins et traitement du cancer* : colloque annuel de l'AFDS, « *Cancer et Droit* », 25 mars 2014, Université de Paris-II – Panthéon-Assas
13. *Originalités et banalités des commissions régionales de conciliation et d'indemnisation (CRCI)* : colloque de clôture des 24 heures du droit de la santé, « *Actualité de la responsabilité médicale et hospitalière* », 28 mai 2008, Université Montpellier I
14. *Les conventions de coopération interhospitalière* : colloque annuel de l'AFDS, « *Le contrat en droit de la santé* », 16 mars 2007, Université de Paris-II – Panthéon-Assas

#### Finances sanitaires et sociales

15. *Le financement des mesures de sécurisation des établissements publics de santé* : Séminaire de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD), « *Les établissements publics de santé : sécurité et défense* », ss. dir. P. Bourdon, 20 mai 2021, Université de Cergy-Pontoise
16. *Télémedecine et remboursement des actes* : journée d'études organisée par le CERSA, « *La télémedecine saisie par le droit* », 8 novembre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas
17. *Les enjeux des expérimentations de « l'article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018* : colloque organisé par l'Institut Droit et Santé, « *Loi Santé : un nouvel élan* », 1<sup>er</sup> juillet 2019, Université de Paris-V Descartes
18. *Le financement du service public hospitalier* : journée d'études organisée par le CERSA, « *Le renouveau du service public hospitalier ?* », 27 avril 2017, Université de Paris-II – Panthéon-Assas
19. *Propos introductifs* : table ronde du Master 2 d'Administration publique, « *La certification des comptes des établissements publics de santé* », 22 mars 2017, Université de Paris-X Nanterre

#### Droit administratif général

20. *La « patrimonialité » des actes administratifs* : in *Les biens publics*, journée d'études du Centre de recherches en droit public (CRDP), 6 octobre 2010, Université de Paris-X Nanterre

---

## PUBLICATIONS

---

### I. Ouvrages et direction de publications

#### A. *Rédaction d'ouvrages*

1. et D. Truchet, *Droit de la santé publique*, Dalloz, 10<sup>e</sup> éd., coll. *Mémentos*, 2020 ; 11<sup>e</sup> éd. à paraître
2. *Autorisations sanitaires et hospitalisation privée. Contribution à l'étude des autorisations administratives dans leurs rapports avec les personnes privées*, avant-propos D. Truchet, préf. F. Vialla, Les Etudes Hospitalières, coll. *Thèses*, n° 20, 2008

#### B. *Direction d'ouvrages collectifs*

3. *L'hôpital public au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, RDSS, n° spéc., Dalloz, 2015
4. *L'entretien avec le jury. Préparer le grand oral des concours administratifs*, Ellipses, 2014

#### C. *Direction de dossiers dans des revues à comité de lecture*

5. *La télémedecine saisie par le droit*, co-direction avec O. Renaudie, L. Cluzel et M. Borgetto, RDSS 2020, p. 5 et s. (7 contributions)
6. *Les autorisations sanitaires*, co-direction avec M. Cormier, RDSS 2020, p. 423 et s. (10 contributions)
7. *Autour de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement*, RGDM 2016, n° 59, p. 133 et s. (6 contributions)

## II. Articles

### Droit de la santé publique

1. *L'urgence dans tous ses états : état d'urgence, urgence sanitaire, état d'urgence sanitaire*, in F. Vialla et P. Vielfaure (dir.), *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)*, à paraître aux éditions LEH
2. *Le secteur privé à l'hôpital public*, *Les Tribunes de la santé (SEVE)* 2021, doss. *L'hôpital public*, à paraître
3. *La lutte contre l'épidémie de covid-19 en France. Premiers enseignements pour le droit de la santé publique*, in *Regards croisés Droit-Philosophie sur la pandémie de Covid-19*, à paraître aux éditions Mare et Martin
4. *Autorisations, coopération et concurrence dans le secteur hospitalier*, *RDSS* 2020, doss. *Les autorisations sanitaires*, p. 433 et s.
5. et M. Cormier, *Réflexions sur les causes et les effets de la concentration du secteur hospitalier français*, *RGDM* 2019, n° 73, p. 51 et s.
6. et A. Audouin, *Régulation de l'offre de santé : les prémices d'une profonde mutation ?*, *Rev. Dr. et Santé* 2019, p. 915 et s.
7. *La réforme au long cours des autorisations sanitaires*, *RGDM* 2019, n° 72, doss. *La loi du 24 juillet 2019 et le Plan « Ma santé 2022 »*, p. 87 et s.
8. *La coordination des forces de l'ordre et des professionnels de la santé : arrêter les auteurs des actes et/ou soigner les blessés ?*, *RDSS* 2019, doss. *Terrorisme et droit de la santé*, p. 226 et s.
9. *Les sources de la déontologie*, in *Déontologie et santé*, *RDSS* 2018, n° spéc., p. 23 et s.
10. *L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris, laboratoire des évolutions du Code de la santé publique ?*, *RDSS* 2016, doss. *L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris*, p. 1017 et s.
11. *L'hospitalisation à temps partiel*, in *Hospitalisation et ambulatoire*, *RDSS* 2016, n° spéc., p. 29 et s.
12. *La nouvelle définition du service public hospitalier*, *Cahiers de la fonction publique et de l'administration* sept. 2016, p. 33 et s.
13. *L'accès aux soins et la loi du 26 janvier 2016*, *RDSS* 2016, doss. *La loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation du système de santé*, p. 673 et s.
14. *Territorialisation des politiques de santé et structuration des parcours de santé*, *Revue Droit et Santé* 2016, n° spéc. *La loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation du système de santé*, p. 65 et s.
15. *Règles de publicité et de mise en concurrence : le droit de l'Union européenne menace-t-il les coopérations sanitaires françaises ?*, in *mélanges offerts au Professeur M. Bélanger*, *LEH*, 2015, p. 433 et s.
16. *Quel hôpital public au début du XXIe siècle ?*, in *L'hôpital public au début du XXIe siècle*, *RDSS*, n° spéc., 2015, p. 7 et s.
17. *Parcours de soins et traitement du cancer*, in *Cancer et Droit*, *RDSS*, n° spéc., 2014, p. 51 et s.
18. *Le pilotage de l'activité des établissements de santé*, in *mélanges en l'honneur de M.-F. Callu*, *LexisNexis*, 2013, p. 473 et s.
19. *Contentieux de la planification sanitaire : petit panorama de la jurisprudence administrative récente*, *Revue Droit et Santé* 2013, n° spéc., p. 248 et s.
20. *Les préfets et la santé après la loi du 21 juillet 2009*, in *La loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires »*, *RGDM*, n° spéc., 2011, p. 59 et s.
21. *L'organisation française de la prise en charge des urgences*, in *La prise en charge de l'urgence médicale*, *Gaz. Pal.* 28 décembre 2008, p. 8 et s.
22. *Les conventions de coopération interhospitalière*, in *Le contrat en droit de la santé*, *RGDM*, n° spéc., 2007, p. 119 et s.
23. *L'évolution récente des contrats publics dans le domaine hospitalier*, in *Contrats publics, mélanges offerts au Professeur M. Guibal*, t. 2, *PU Montpellier*, 2006, p. 12 et s.

24. et E. Terrier, *La réforme de la planification hospitalière*, AJDA 2006, p. 422 et s.
25. et L. Lambert-Garrel, E. Terrier, F. Violla, *L'insoutenable imprécision de la faute caractérisée dans la réparation du handicap de naissance*, in *Le handicap : droit, histoire, médecine*, PUAM, 2004, p. 139 et s.
26. *Le statut des établissements d'hospitalisation à domicile* : JCP E 2004, *cah. dr. entr.* n° 1, p. 8 et s.
27. *Qu'est-ce qu'une A.R.H. ? Brèves remarques sur l'agence régionale de l'hospitalisation*, JCP E 2003, *cah. dr. entr.* n° 2, p. 16 et s.

#### Finances sanitaires et sociales

28. *Télé médecine et remboursement des actes*, RDSS 2020, doss. *La télé médecine saisie par le droit*, p. 23 et s.
29. *Les enjeux des expérimentations de « l'article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018*, JDSAM 2019, n° 24, p. 6 et s.
30. *Vers une transformation financière du système de santé ?*, RDSS 2019, doss. *Le Plan « Ma santé 2022 »*, p. 35 et s.
31. *Le financement du service public hospitalier*, RDSS 2017, doss. *Le renouveau du service public hospitalier ?*, p. 657 et s.

#### Droit de l'action médico-sociale

32. et G. Duthil, *Le vieillissement, un enjeu de santé publique : à quand une réelle convergence des droits sanitaire et médico-social ?*, RDSS 2018, p. 538 et s.
33. *La réforme de la régulation de l'offre médico-sociale*, RGDM 2016, n° 59, p. 157 et s.
34. *Le GCSMS, l'autre groupement de coopération (sur les groupements de coopération sociale ou médico-sociale)*, RGDM 2007, n° 22, p. 49 et s.

#### Droit du contentieux administratif

35. *Vers une adaptation substantielle du contentieux des actes de régulation devant le juge administratif ?*, in *Indépendance, mélanges offerts au Professeur J.-L. Autin*, PU Montpellier, t. 1, 2011, p. 505 et s.
36. *La persistance du recours dans l'intérêt de la loi en matière administrative*, RDP 2010, p. 1209 et s.

#### Préparation aux concours administratifs

37. *Méthodologie générale*, in *L'entretien avec le jury. Préparer le grand oral des concours administratifs*, Ellipses, 2014, p. 7 et s.

### **III. Notes**

#### Droit de la santé publique

38. *La dualité fonctionnelle du directeur général de l'ARS*, note ss. CE, 12 décembre 2012, *Syndicat national des établissements et résidences privés pour les personnes âgées*, req. n° 350479, et *Syndicat des médecins inspecteurs de santé publique*, req. n° 354635, RGDM 2013, n° 46, p. 312 et s.
39. et G. Hichri, *L'application du droit de la concurrence aux activités de soins soumises à autorisation*, note ss. Aut. de la conc., décis. n° 12-D-03 du 23 janvier 2012, RGDM 2012, n° 45, p. 27 et s.
40. *Procédure de règlement amiable en cas d'accidents médicaux, d'affections iatrogènes ou d'infections nosocomiales*, note ss. CE, Avis, 10 octobre 2007, *Sachot*, in *Les grandes décisions du droit médical*, LGDJ, 2009, p. 614 et s.

#### Droit administratif

41. *Requalification d'un contrat d'occupation et incertitude sur la compétence juridictionnelle*, note ss. CE, Sect., 28 décembre 2009, *SARL Brasserie du Théâtre*, *Concurrences* 2010, n°2, p. 167 et s.

42. *Organisation des personnes publiques et obligation de mise en concurrence : les « opérateurs dédiés » sauvés par les « contrats-maison » ?*, note ss. CE, 4 mars 2009, *Syndicat national des industries d'information de santé : RFDA* 2009, p. 759 et s.

#### **IV. Chroniques d'actualité et de jurisprudence**

##### **A. Observations publiées dans la chronique « Droit de la santé – Responsabilité médicale et hospitalière » au JCP A**

1. *Régime des autorisations sanitaires – Méconnaissance de la liberté d'entreprendre (non) – Notion d'établissement de santé – Interprétation dénaturante (oui)*, obs. ss. CE, 22 juillet 2020, *M. A...*, req. n° 423313, *JCP A* 2021, chr. n° 2001, n° 5
2. *Responsabilité de l'État – Exposition au benfluorex (Médiateur) – Articulation avec le mécanisme amiable d'indemnisation des victimes (CSP, art. L. 1142-24-1 et s.)*, obs. ss. CE, 31 déc. 2019, *M. B...*, req. n° 420231, *JCP A* 2020, chr. n° 2209, n° 3
3. *Vaccinations obligatoires – Compatibilité avec la CEDH (oui) – Retrait des vaccins obligatoires comportant des adjuvants aluminiques (non)*, obs. ss. CE, 6 mai 2019, *Ligue nationale pour la liberté des vaccinations*, req. n° 419242 et CE, 6 mai 2019, *M. B. et a.*, req. n° 415694, *JCP A* 2020, chr. n° 2042, n° 9
4. *Admission aux urgences – Contention – Fouille (non) – Responsabilité du service public hospitalier (non)*, obs. ss. CE, 18 mars 2019, *Mme C... et a.*, req. n° 418985, *JCP A* 2019, chr. n° 2199, n° 2
5. *Soins psychiatriques sans consentement – Modification de la forme de prise en charge – Office du juge des libertés et de la détention – Communication des certificats médicaux (oui)*, obs. ss. Cass. 1<sup>re</sup> civ., 22 nov. 2018, n° 18-14.642, *JCP A* 2019, chr. n° 2199, n° 1
6. *Dispositifs médicaux – Limites apportées à la liberté d'entreprendre – Objectif de protection de la santé publique*, obs. ss. CE, 12 juillet 2018, *Société Echografilm*, req. n° 412025, *JCP A* 2019, chr. n° 2053, n° 7
7. *Infections nosocomiales – Prise en charge par la solidarité nationale – Perte de chance – Action récursoire de l'ONIAM*, obs. ss. CE, 25 mai 2018, *ONIAM*, req. n° 410142, *JCP A* 2019, chr. n° 2053, n° 6
8. *Contentieux de la facturation des établissements de santé*, obs. ss. CE, 7 mars 2018, *Ministre des Affaires sociales et de la Santé*, req. n° 403309, *JCP A* 2018, chr. n° 2207, n° 8
9. *Infections nosocomiales et greffe d'organes*, obs. ss. CE, 30 juin 2017, *ONIAM*, req. n° 401497, *JCP A* 2018, chr. n° 2007, n° 8

##### **B. Observations publiées dans la chronique « Régulation de l'offre de soins » à la Revue générale de droit médical**

10. *Légalité des clauses financières des conventions de coopération : l'exemple du reversement partiel du forfait technique dans le cadre de co-utilisations d'équipements matériels lourds*, Obs. ss. CE, 10 juillet 2020, *Mme D... et autres c/ CH de Sarrebourg*, req. n°s 432336, 432441, 432342, 432343 et 432344, *RGDM* 2020, n° 77, p. 401
11. *Précisions sur le régime juridique de la permanence des soins en établissement de santé*, Obs. ss. CE, 28 septembre 2020, *Mme B... c/ ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur*, req. n° 429046, *RGDM* 2020, n° 77, p. 396
12. *Nouvelles conséquences de la dualité fonctionnelle des directeurs généraux d'ARS et précisions sur leurs prérogatives en matière de cession d'autorisations médico-sociales*, Obs. ss. CE, 26 février 2020, *Société Thessalie*, req. n° 422344, *RGDM* 2020, n° 75, p. 428
13. *Contentieux des sanctions T2A : à quelle date entrent en vigueur les dispositions d'une loi de financement de sécurité sociale ?*, Obs. ss. CE, 23 mai 2018, *Ministre des affaires sociales et de la santé c/ CHR de Metz Thionville*, req. n° 409607, *RGDM* 2018, n° 69, p. 367 (avec les concl. de Ch. Touboul reproduites p. 358 et s.)
14. *Contentieux de la dégressivité tarifaire : quel est le juge administratif compétent ?*, Obs. ss. CE, 9 février 2018, *Société Maison de chirurgie Clinique Turin*, req. n° 412583, *RGDM* 2018, n° 69, p. 356 (avec les concl. de Ch. Touboul reproduites p. 348 et s.)

15. *La limitation de l'accès au prétoire du juge du tarif est-elle inconstitutionnelle ?*, Obs. ss. CNTSS, 1<sup>er</sup> décembre 2017, *Fédération de l'hospitalisation privée – Médecine-Chirurgie-Obstétrique (FHP-MCO)*, n° A.2015.41, *RGDM* 2018, n° 67, p. 244
16. *Caducité des autorisations sociales et médico-sociales : deux décisions récentes vues à l'aune du nouveau régime*, Obs. ss. CAA Bordeaux, 2 mai 2017, *Département de la Gironde*, req. n° 15BX04061 et 15BX04063 et TA Montpellier, 3 janvier 2017, *Société Les Jardins de Flore*, req. n° 1504094, *RGDM* 2018, n° 66, p. 301
17. *Caducité des autorisations sociales et médico-sociales : un nouveau régime légal et réglementaire plus exigeant*, Obs. ss. décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux, *RGDM* 2018, n° 66, p. 299
18. *Précisions sur les conventions de délégation de gestion d'activités de soins soumises à autorisation*, Obs. ss. TA Rennes, 13 avril 2017, *Union de gestion de la clinique mutualiste de la Sagesse*, req. n° 1502145, *RGDM* 2017, n° 65, p. 320
19. *L'enrichissement continu de la notion légale de régulation "de l'offre de services de santé" par la jurisprudence administrative*, Obs. ss. CE, 17 juin 2015, *M. A*, req. n° 389117 et CAA Lyon, 28 juin 2015, *SARL Ambulances DIMO*, req. n° 15LY00927, *RGDM* 2015, n° 56, p. 351
20. *La fin des syndicats interhospitaliers*, Obs. ss. décret n° 2012-1483 du 27 décembre 2012 relatif à la transformation des syndicats interhospitaliers en groupement de coopération sanitaire ou en groupement d'intérêt public, *RGDM* 2015, n° 55, p. 380
21. *Groupement de coopération sanitaire, contrat d'association au "service public hospitalier" et règles de publicité et de mise en concurrence*, Obs. ss. CAA Nantes, 12 avril 2013, *SELARL Radiodiagnostic du Giennois*, n° 11NT03011, *RGDM* 2015, n° 55, p. 377
22. *Retour sur la nature juridique des ARS*, Obs. ss. CE, 4 juin 2014, *Ministre des affaires sociales et de la santé*, req. n° 367298, *RGDM* 2015, n° 55, p. 361

**C. Observations publiées dans la chronique « Droit public financier » de la revue Droit administratif**

23. *Établissements de santé, contrôle de leur facturation et sanctions financières* (avec A. Uzel), *Dr. adm.* fév. 2017, chr. n° 2
24. *Le financement du service public dans le domaine de la santé est-il compatible avec le droit de l'Union européenne ?*, *Dr. adm.* août 2014, chr. n° 7
25. *Décisions accordant un avantage financier et erreurs dans la liquidation des créances : vers une stabilisation jurisprudentielle ?*, obs. ss. CE, 9 mai 2011, *Ministre de la Défense*, req. n° 339901, *Dr. adm.* oct. 2011, chr. n° 4

**D. Observations publiées dans les chroniques « Contrats » et « Établissements » de la revue Droit et Santé**

26. Obs. ss. Trib. confl., 17 décembre 2007, n° C3646, *SELARL MB Associés*, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 590-592
27. Obs. ss. CE, 14 mai 2008, *M. Nomblot et autres*, req. n° 280935, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 488-490
28. Obs. ss. CE, 3 mars 2008, *Fédération hospitalière privée Rhône-Alpes*, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 377-379
29. Obs. ss. Avis CCNE n° 101, 28 juin 2007, *Santé, éthique et argent : les enjeux éthiques de la contrainte budgétaire sur les dépenses de santé en milieu hospitalier*, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 245-248
30. Obs. ss. *Circulaire DGAS/CNSA/SD.2/2C/SD 3/SD 5 n° 2006-534 du 14 décembre 2006 relative au programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et à ses conséquences juridiques*, *Rev. Dr. et Santé* 2007, p. 789-791
31. Obs. ss. *Circulaire DHOS/O1 n° 2007-65 du 13 février 2007 relative à la prise en charge des urgences*, *Rev. Dr. et Santé* 2007, p. 774-779
32. Obs. ss. *Circulaire DHOS/03 n° 2006-506 du 1<sup>er</sup> décembre 2006 relative à l'hospitalisation à domicile*, *Rev. Dr. et Santé* 2006, p. 406-408



33. Obs. ss. CE, 26 juillet 2006, SA *Clinique chirurgicale Saint-Bernard*, req. n° 283156, *Rev. Dr. et Santé* 2006, p. 252-254
34. Obs. ss. *Circulaire DHOS/O4 n° 2006-293 du 3 juillet 2006 relative à l'activité de soins de chirurgie cardiaque*, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 560-562
35. Obs. ss. *Décret n° 2006-413 du 6 avril 2006 relatif aux groupements assurant la coordination des interventions en matière d'action sociale et médico-sociale*, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 418-420
36. Obs. ss. *Ordonnance n° 2005-1088 du 1<sup>er</sup> septembre 2005 relative à la composition et aux compétences de la Cour nationale et des tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale*, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 416-418
37. Obs. ss. *Circulaire DHOS/O4 n° 2006-97 du 6 mars 2006 relative aux schémas interrégionaux d'organisation sanitaire*, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 412-414
38. Obs. ss. *Décret n° 2005-20 du 11 janvier 2005 relatif à l'exercice d'une activité libérale par les praticiens hospitaliers à temps plein dans les établissements publics de santé – Décret n° 2006-274 du 7 mars 2006 relatif à la redevance due à l'hôpital par les praticiens hospitaliers à temps plein exerçant une activité libérale dans les établissements publics de santé*, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 303-306
39. Obs. ss. *Circulaire DGAS/2 C n° 2005-111 du 28 février 2005 relative aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile*, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 448-450
40. Obs. ss. CAA Marseille, 6 janvier 2005, *Association société Gonfalon dite Archiconfrérie de la Sainte-Croix*, n° 02MA02247, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 445-448
41. Obs. ss. CE, ord., 29 avril 2004, *Département du Var*, req. n° 266902, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 147-150
42. Obs. ss. CE, 9 février 2004, *Lambert et autres*, req. n° 248171, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 142-144
43. Obs. ss. CE, avis, 16 février 2004, *Association familiale les papillons blancs de Denain et environs*, req. n° 261652 – CE, 28 avril 2004, *Foyer-logement résidence Maurice Villatte*, req. n° 255932, *Rev. Dr. et Santé* 2005, p. 52-57
44. Obs. ss. *Circulaire DHOS/O n° 2004-101 du 5 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération*, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 155-158
45. Obs. ss. CE, 16 juin 2004, *SELARL J.-M. X. – F. Y. – M. Z. et autres* : req. n° 247910, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 153-155
46. Obs. ss. *Circulaire DHOS/O n° 2004-44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile*, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 60-62
47. Obs. ss. CE, 10 mars 2004, *M. Melki* : req. n° 218455, *Rev. Dr. et Santé* 2004, p. 52-54

#### E. Observations publiées dans la chronique juridique de la revue *Finances hospitalières*

48. *Coopérations entre établissements publics de santé et médecins libéraux : dernières précisions du Conseil d'État*, note ss. CE, 29 juin 2020, *M. B... c/ CH de Digne-les-Bains*, req. n° 421609 ; CE, 10 juillet 2020, *M. B... c/ CH de Saint-Calais*, req. n° 427782, *Finances hospitalières* octobre 2020, p. 23
49. *Le nouveau régime juridique de la cession des autorisations sociales et médico-sociales*, note ss. CE, 22 novembre 2018, *Société EHPAD « MA Résidence »*, req. n° 412057, et décret n° 2020-254 du 13 mars 2020 relatif aux modalités de la cession prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, *Finances hospitalières* avril 2020, p. 24
50. *Activité libérale des praticiens hospitaliers : la facturation de dépassements d'honoraires reconnue conforme à la Constitution*, note ss. CC, déc. QPC n° 2019-792, 21 juin 2019, *Clinique Saint-Cœur et a.*, *Finances hospitalières* oct. 2019, p. 24
51. *La conclusion d'une convention constitutive de GCS est-elle soumise à une procédure de publicité et de mise en concurrence ?*, obs. ss. CAA Nantes, 7 décembre 2018, *M. E... c/ CH de Saint-Calais*, req. n° 17NT02361, *Finances hospitalières* mars 2019, p. 24

52. *Les nouvelles obligations hospitalières de facturation des patients*, *Finances hospitalières* sept. 2018, p. 24
53. *Précisions récentes sur la compétence et l'office du juge du tarif*, obs. ss. CE, 20 octobre 2017, *Société Sogecler*, req. n° 401554 et CE, 9 février 2018, *Société Maison de chirurgie Clinique Turin*, req. n° 412583, *Finances hospitalières* mars 2018, p. 22

## **V. Autres publications**

### Entrées

54. *Droit de la santé* : in M. Touzeil-Divina (dir.), *Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques*, LGDJ, 2011, p. 199 et s.
55. *Responsabilité des cliniques* : in Ph. Pédrot (dir.), *Dictionnaire de droit de la santé et de la biomédecine*, Ellipses, 2006, p. 382 et s.

### Éditoriaux

56. *Les réponses du monde d'hier*, in *Finances hospitalières* juil. 2020, p. 1 (à propos du traitement financier de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19)
57. *La loi des ordonnances*, in *Finances hospitalières* mars 2019, p. 1 (à propos du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé)

---

## **ENSEIGNEMENTS**

### **I. Principaux cours magistraux**

#### *Niveau licence*

- De 2017 à 2020 : *Science administrative* ; Licence 3 et Master 1 en droit public et en science politique (UFR Droit et science politique – Université Rennes I) ; 33 h.
- De 2009 à 2011 : *Politiques et action publiques* ; Licence d'administration publique et Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 36 h.
- De 2008 à 2017 : *Droit de l'Union européenne* ; Classe préparatoire intégrée de l'Institut régional d'administration (IRA) de Lille ; 40 h.
- De 2008 à 2011 : *Droit de l'aide et de l'action sociales* ; Licence d'administration publique et Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 24 h.

#### *Niveau Master*

- De 2017 à 2020 : *Budgets et comptabilité publics* ; Master 1 en droit public et de droit de la santé (UFR Droit et science politique – Université Rennes I) ; 33 h.
- De 2014 à 2016 : *Droit de la santé publique* ; Master 1 de l'Université Paris-II – Panthéon-Assas ; 36 h.
- De 2010 à 2017 : *Droit hospitalier* ; Master 2 Droit de la protection sociale et de la santé (UFR Droit et science politique – Université Paris-X Nanterre) ; 20 h.
- De 2008 à 2015 : *Droit hospitalier* ; Master d'administration publique et Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 24 h.

### **II. Autres enseignements**

#### *Travaux dirigés*

- De 2008 à 2017 : *Préparation aux oraux d'admission des concours administratifs* ; Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 36 h.
- De 2008 à 2012 : *Droit administratif général* ; Licence en droit, 2<sup>e</sup> année (UFR Droit et science politique – Université Paris-X Nanterre) ; 72 h.

- De 2008 à 2012 : *Droit constitutionnel et Droit administratif* ; Classe préparatoire aux concours externes (IPAG –Université Paris-X Nanterre) ; 72 h.

### ***Séminaires de Master 2***

- Depuis 2020 : *Responsabilité pénale et indemnitaire (20 h) / Droit de la planification sanitaire et sociale (25 h) / Statuts de l'usager et des établissements sanitaires et sociaux (20 h)* ; Master 2 Droit sanitaire et social (Université Paris-II – Panthéon-Assas).
- De 2017 à 2020 : *Responsabilité pénale et indemnitaire (36 h) / Politiques internationales et européenne de la santé (16 h) / Contentieux de la tarification sanitaire et sociale (8 h) / Systèmes d'information, éthique et libertés (8h)* ; Master 2 Droit, Santé, Éthique (UFR Droit et science politique – Université Rennes I).
- Depuis 2016 : *Droit des coopérations sanitaires* ; Master 2 Droit sanitaire et social (Université Paris-II – Panthéon-Assas) ; 20 h.
- De 2015 à 2018 : *Droit hospitalier* ; Master 2 Droit et management de la santé (Université de Cergy-Pontoise) ; 36 h.
- De 2012 à 2018 : *Régulation du système hospitalier* ; Master 2 Direction, organisation et stratégie des structures sanitaires et médico-sociales (Université Lyon III) ; 20 h.
- De 2009 à 2013 : *Droit hospitalier* ; Master 2 Droit de la santé (Université Paris Est Créteil) ; 30 h.
- De 2008 à 2017 : *Conférences d'actualité sur le droit public interne – préparation aux oraux terminaux* ; Master 2 Droit public général (UFR Droit et science politique – Université Paris-X Nanterre) ; 26 h.
- Depuis 2005 : *Régulation de l'offre de soins* ; Master 2 Droit et gestion des établissements de santé (Université Montpellier I) ; 20 h.

### ***Formations professionnelles***

- Depuis 2014 : *Droit hospitalier* ; École du Val-de-Grace – Préparation au concours interne de directeur des soins dans le Service de santé des armées ; 20 h.
- Depuis 2011 : *Régulation des établissements sanitaires et médico-sociaux* ; Institut Léonard de Vinci – MBA Directeur de structures de santé et de solidarité ; 30 h.
- Depuis 2008 : Multiples interventions d'une journée ou d'une demi-journée à l'EHESP dans le cadre d'un Master co-habilité, de la formation initiale ou continue des agents, ou encore de la préparation aux différents concours d'entrée à l'École
- De 2005 à 2009 : *Droit de la sécurité sociale et de l'aide sociale* ; Préparation au concours interne d'attaché territorial (CNFPT - Montpellier) ; 45 h.